

Rapport financier intermédiaire pour la période close le 29 juin 2019

LOGISTEC
T2 2019

Produits

(en millions de dollars canadiens)

	2016	2017	2018	2019
Mars	64,9	60,1	82,4	114,7
Juin	79,6	101,9	149,2	156,2
Septembre	103,1	168,3	184,5	
Décembre	95,8	145,5	168,7	
Depuis le début de l'exercice	343,3	475,7	584,9	270,9

BAIIA ajusté ⁽²⁾

(en millions de dollars canadiens)

	2016	2017	2018	2019 ⁽¹⁾
Mars	2,7	3,4	(3,2)	1,2
Juin	6,2	11,9	14,9	21,7
Septembre	15,8	29,0	33,2	
Décembre	17,4	30,4	19,3	
Depuis le début de l'exercice	42,0	74,7	64,2	22,9

Résultat attribuable aux propriétaires de la Société

(en millions de dollars canadiens)

	2016	2017	2018	2019 ⁽¹⁾
Mars	(0,01)	(1,5)	(9,5)	(8,9)
Juin	1,0	4,8	1,9	5,9
Septembre	9,2	11,0	22,3	
Décembre	8,9	13,2	3,4	
Depuis le début de l'exercice	18,9	27,4	18,1	(3,0)

Résultat par action total ⁽³⁾

(en dollars canadiens)

	2016	2017	2018	2019 ⁽¹⁾
Mars	(0,01)	(0,13)	(0,75)	(0,70)
Juin	0,07	0,37	0,14	0,46
Septembre	0,71	0,83	1,69	
Décembre	0,71	1,01	0,26	
Depuis le début de l'exercice	1,48	2,11	1,38	(0,23)

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16, Contrats de location (« IFRS 16 »). Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers consolidés T2 2019. Les données comparatives n'ont pas été retraitées.

⁽²⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 5.

⁽³⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous reporter au tableau Données financières trimestrielles choisies à la page 5.



À nos actionnaires

Faits saillants du deuxième trimestre de 2019 :

- Les produits consolidés ont augmenté de 7,0 millions \$ (4,7 %) pour s'établir à 156,2 millions \$;
- Le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ s'est établi à 21,7 millions \$;
- Le résultat de base par action total s'est accru de 0,32 \$ pour passer à 0,46 \$;
- LOGISTEC et Waterson Terminal Services unissent leurs forces au ProvPort, au Rhode Island;
- Deux nouveaux navires de plus grande taille ont été inaugurés dans le cadre de nos activités liées au transport vers l'Arctique.

Faits saillants de la période de six mois close le 29 juin 2019 :

- Les produits consolidés ont augmenté de 39,3 millions \$ (17,0 %) pour s'établir à 270,9 millions \$;
- Le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ s'est établi à 22,9 millions \$;
- Le résultat de base par action total est passé de (0,60 \$) à (0,23 \$).

La performance robuste enregistrée au cours de la première moitié de l'année 2019 découle de deux nouveaux regroupements d'entreprises effectués au cours l'année précédente. Au deuxième trimestre de 2019, Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate »), société détenant des terminaux en Floride dont nous avons fait l'acquisition le 25 mai 2018, et Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »), société qui offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique dont nous avons fait l'acquisition le 1^{er} mars 2018, ont permis de réaliser des ventes additionnelles combinées de 5,4 millions \$ par rapport au T2 2018. Pour le premier semestre de 2019, les ventes additionnelles combinées liées aux regroupements d'entreprises susmentionnés ont généré 30,7 millions \$ de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le deuxième trimestre de 2019 s'est soldé par un résultat consolidé attribuable aux propriétaires de la Société de 5,9 millions \$ comparativement à un résultat de 1,9 million \$ au deuxième trimestre de 2018. Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société s'est traduit, quant à lui, par un résultat de base par action total de 0,46 \$, dont 0,44 \$ était attribuable aux actions ordinaires de catégorie A et 0,49 \$, aux actions subalternes à droit de vote de catégorie B. La hausse de ces résultats s'explique surtout par le rendement solide de Pate et de GSM, et par l'intensification des activités à l'échelle de notre réseau, contrebalancés en partie par des pertes de change latentes sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de la faiblesse du dollar canadien.

Perspectives

Les perspectives demeurent favorables pour le reste de l'année. Nous nous attendons à une croissance interne soutenue dans le secteur des services maritimes, en raison de l'entente opérationnelle que nous avons conclue avec Waterson Terminal Services pour assurer des services de manutention au port de Providence, ProvPort, la plus importante installation portuaire en eau profonde de la Nouvelle-Angleterre. En outre, nos activités liées au transport vers l'Arctique ont profité d'un investissement dans des navires battant pavillon canadien modernes visant à élargir la capacité de chargement et à rehausser l'expérience client liée au transport maritime dans son ensemble.

Nos services environnementaux devraient également faire bonne figure. Même si nous anticipons cette année une diminution du nombre de contrats Aqua-Pipe au Québec, nous observons néanmoins une hausse des activités liées à l'enlèvement des conduites en plomb. Nous prévoyons de surcroît que nos services environnementaux traditionnels se distingueront davantage cette année grâce à notre carnet de commandes solide.

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 5.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES T2 2019

Nous sommes fiers des réalisations susmentionnées, lesquelles cadrent avec nos objectifs visant à fournir des solutions maritimes et environnementales avant-gardistes à nos clients. Nous faisons en sorte de nous dépasser pour tisser des liens solides avec nos partenaires et avec les collectivités et saisir les occasions judicieuses qui s'offrent à nous. Nous sommes convaincus que notre engagement et notre passion nous permettent de nous distinguer.

(signé) James C. Cherry
James C. Cherry, FCPA, FCA
Président du conseil

(signé) Madeleine Paquin
Madeleine Paquin, C.M.
Présidente et chef de la direction

Le 7 août 2019

Introduction

Le présent rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les trimestres et les semestres clos le 29 juin 2019 et le 30 juin 2018. Toutes les données financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers T2 2019 ») ci-joints ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), au moyen des mêmes méthodes que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés audités 2018, à l'exception de ce qui est décrit à la note 2 des notes annexes aux états financiers T2 2019. Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Nos activités

La Société est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

Services maritimes

LOGISTEC offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime et industrielle. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 37 ports et 63 terminaux à l'échelle de l'Amérique du Nord. Elle est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation.

Les autres services maritimes offerts incluent des services de transport maritime côtier principalement vers l'Arctique et des services d'agences maritimes aux armateurs et exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien.

Services environnementaux

La Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), offre à une clientèle industrielle et municipale des services environnementaux axés sur la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

Données financières trimestrielles choisies

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Depuis le début de l'exercice \$
2019 ⁽¹⁾					
Produits	114 748	156 175			270 923
BAlIA ajusté ⁽²⁾	1 168	21 744			22 912
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(8 890)	5 927			(2 963)
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽³⁾	(0,67)	0,44			(0,22)
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽⁴⁾	(0,74)	0,49			(0,25)
Résultat de base total par action	(0,70)	0,46			(0,23)
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,67)	0,43			(0,22)
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,74)	0,48			(0,25)
Résultat dilué total par action	(0,70)	0,45			(0,23)
2018					
Produits	82 442	149 182	184 537	168 717	584 878
BAlIA ajusté ⁽²⁾	(3 184)	14 920	33 147	19 294	64 177
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(9 477)	1 868	22 256	3 413	18 060
Résultat de base par action de catégorie A	(0,72)	0,14	1,68	0,26	1,37
Résultat de base par action de catégorie B	(0,80)	0,16	1,85	0,28	1,51
Résultat de base total par action	(0,75)	0,15	1,75	0,27	1,43
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,72)	0,14	1,62	0,25	1,32
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,80)	0,15	1,78	0,27	1,45
Résultat dilué total par action	(0,75)	0,14	1,69	0,26	1,38

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16, Contrats de location (« IFRS 16 »). Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T2 2019. Les données de 2018 n'ont pas été retraitées.

⁽²⁾ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS ci-après.

⁽³⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »).

⁽⁴⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »).

Mesure non conforme aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à une mesure non conforme aux IFRS. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (le « BAlIA ajusté ») n'est pas défini selon les IFRS et, par conséquent, ne peut être présenté à titre officiel dans les états financiers T2 2019. La définition du BAlIA ajusté de la Société comprend le remboursement par des clients d'un placement dans un contrat de service et ne prend pas en compte les pertes de valeur. La définition du BAlIA ajusté employée par la Société peut ne pas correspondre à celle employée par d'autres sociétés. Bien que le BAlIA ajusté soit une mesure non conforme aux IFRS, il est néanmoins utilisé par les gestionnaires, les analystes, les investisseurs et d'autres parties prenantes du milieu financier pour analyser et évaluer la performance et la gestion de la Société tant sur le plan financier qu'opérationnel.

RAPPORT DE GESTION T2 2019

(non audité)

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de la période et du BAIIA ajusté :

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Depuis le début de l'exercice \$
2019					
Résultat de la période	(8 931)	6 106			(2 825)
PLUS :					
Dotation aux amortissements	10 834	10 728			21 562
Charges financières nettes	2 552	2 804			5 356
Impôt sur le résultat	(3 287)	2 106			(1 181)
BAIIA ajusté	1 168	21 744			22 912
2018					
Résultat de la période	(8 326)	3 060	19 823	3 437	17 994
PLUS :					
Dotation aux amortissements	6 083	6 485	7 385	8 627	28 580
Pertes de valeur	—	—	—	6 821	6 821
Charges financières nettes	804	2 745	1 858	2 067	7 474
Impôt sur le résultat	(1 745)	2 630	4 081	(1 658)	3 308
BAIIA ajusté	(3 184)	14 920	33 147	19 294	64 177
2017					
Résultat de la période	(1 559)	4 781	12 167	11 967	27 356
PLUS :					
Dotation aux amortissements	4 026	4 223	12 419	13 191	33 859
Pertes de valeur	—	—	—	2 917	2 917
Charges financières nettes	312	397	791	2 033	3 533
Impôt sur le résultat	(220)	2 535	3 610	286	6 211
Remboursement par un client d'un placement dans un contrat de service	865	—	—	—	865
BAIIA ajusté	3 424	11 936	28 987	30 394	74 741
2016					
Résultat de la période	(501)	938	9 162	8 887	18 486
PLUS :					
Dotation aux amortissements	3 036	3 450	3 661	4 141	14 288
Pertes de valeur	—	—	—	—	—
Charges financières nettes	243	364	606	487	1 700
Impôt sur le résultat	(169)	1 343	2 319	3 775	7 268
Remboursement par un client d'un placement dans un contrat de service	70	72	74	76	292
BAIIA ajusté	2 679	6 167	15 822	17 366	42 034

Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts implique l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre, ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises en 2018

GSM

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, propriétaire ultime de Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »), pour un prix d'achat de 67,6 millions \$ US (85,6 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. GSM offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée.

PATE

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate »), pour un prix d'achat de 9,6 millions \$ US (12,4 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride.

Au 30 mars 2019, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, nous avons inscrit une hausse des immobilisations incorporelles de 5,6 millions \$, une hausse des immobilisations corporelles de 1,9 million \$ et une baisse de l'actif courant de 0,2 million \$ ainsi que l'ajustement correspondant de 7,4 millions \$ au titre du goodwill. Les données comparatives présentées dans les états consolidés résumés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

Veuillez vous reporter à la note 5 des notes annexes aux états financiers T2 2019 pour plus de précisions.

Résultats

Produits

Au cours du deuxième trimestre de 2019, les produits consolidés se sont élevés à 156,2 millions \$, soit une hausse de 7,0 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à ceux de 149,2 millions \$ à la période correspondante de 2018. La force du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence favorable de 1,6 million \$ sur les produits consolidés au deuxième trimestre de 2019, contrairement au taux de change en vigueur au deuxième trimestre de 2018.

Au deuxième trimestre de 2019, les produits du secteur des services maritimes ont atteint 94,5 millions \$, en hausse de 8,8 millions \$, ou 10,3 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2018. Cette hausse est attribuable à deux facteurs : les regroupements d'entreprises de GSM et de Pate, qui ont généré des ventes additionnelles de 5,4 millions \$ au deuxième trimestre de 2019 et une augmentation générale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, qui ont connu un regain d'activité au cours du trimestre considéré par rapport à ceux de la même période de l'exercice 2018.

Les produits du secteur des services environnementaux ont atteint 61,7 millions \$, en baisse par rapport à ceux de 63,5 millions \$ inscrits au deuxième trimestre de 2018. Cette baisse de 1,8 million \$ découle surtout de la diminution des produits tirés des services de restauration de sites et de décontamination, ainsi que de la fabrication de boyaux tissés, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, les produits consolidés ont totalisé 270,9 millions \$, soit une hausse de 39,3 millions \$ par rapport à 231,6 millions \$ pour la période correspondante de 2018. La force du dollar américain par rapport au dollar canadien au premier semestre de 2019 a eu une incidence favorable de 4,5 millions \$ sur les produits consolidés depuis le début de l'exercice. Les produits du secteur des services maritimes ont atteint 185,6 millions \$ pour le premier semestre de 2019, en hausse de 36,7 millions \$ par rapport à 148,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable aux regroupements d'entreprises de GSM et de Pate, qui ont généré des ventes additionnelles de 30,7 millions \$ au premier semestre de 2019 et à une augmentation générale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, dont le niveau d'activité a repris de la vigueur au trimestre considéré par rapport à ceux de la même période en 2018. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 85,3 millions \$, en hausse de 2,6 millions \$, ou 3,2 %, par rapport aux produits de 82,7 millions \$ pour le semestre correspondant de 2018. Cette hausse découle essentiellement de l'augmentation des produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines.

Charge au titre des avantages du personnel

La charge au titre des avantages du personnel a augmenté de 1,4 million \$ pour atteindre 78,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2019, une augmentation comparativement à la charge de 77,3 millions \$ inscrite au trimestre correspondant de 2018. Cette hausse est conforme à l'augmentation de nos produits. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits au cours du deuxième trimestre de 2019 s'est établi à 50,4 %, comparativement à celui de 51,8 % pour la période correspondante de 2018.

Pour le premier semestre de 2019, la charge au titre des avantages du personnel s'est élevée à 137,1 millions \$, soit 13,4 millions \$, ou 10,9 %, de plus que celle de 123,7 millions \$ enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse provient des regroupements d'entreprises de GSM et de Pate, qui, combinés, représentent une charge au titre des avantages du personnel d'une valeur totale de 13,6 millions \$. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits s'est établi à 50,6 %, en baisse comparativement à celui de 53,4 % inscrit à la période correspondante de l'exercice précédent.

Charge relative au matériel et fournitures

La charge relative au matériel et fournitures s'est maintenue, s'établissant à 39,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2019, en regard de celle de la même période de l'exercice précédent. La proportion de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits consolidés de 25,1 % est demeurée relativement stable au deuxième trimestre de 2019, comparativement à celle de 26,3 % du deuxième trimestre de 2018.

La charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 73,6 millions \$ au premier semestre de 2019, soit une hausse de 10,0 millions \$, ou 15,7 %, comparativement à celle du premier semestre de 2018. Cette hausse est conforme à l'augmentation de nos produits. Par conséquent, le ratio global de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits a été de 27,2 % pour le premier semestre de 2019, comparativement à celui de 27,5 % inscrit pour la période correspondante de 2018.

Charges locatives

Au deuxième trimestre de 2019, les charges locatives ont totalisé 10,1 millions \$, ou 13,3 millions \$, compte non tenu de l'adoption de l'IFRS 16. Le ratio des charges locatives sur les produits consolidés, compte non tenu de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, s'est établi à 8,5 %, ce qui s'apparente à celui de 7,9 % inscrit pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges locatives ont totalisé 19,6 millions \$ au premier semestre de 2019, ou 26,2 millions \$, compte non tenu de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16. Le ratio des charges locatives sur les produits consolidés, compte non tenu de l'incidence de l'IFRS 16, s'est établi à 9,7 %, ce qui s'apparente à celui de 9,0 % inscrit pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'IFRS 16 exige la comptabilisation des actifs et des passifs s'y rattachant à l'égard de toutes les obligations contractuelles auparavant comptabilisées à titre de contrats de location simple selon l'IAS 17 *Contrats de location*, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins ou que le bien sous-jacent soit de faible valeur. Les paiements de loyers qui entrent dans le champ d'application de l'IFRS 16 se sont élevés à 3,2 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2019 et à 6,6 millions \$ au premier semestre de 2019. Ils sont présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés non audités des flux de trésorerie à titre de remboursement des obligations locatives et des intérêts payés plutôt qu'à titre de charges locatives. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T2 2019 pour plus de précisions.

Autres charges

Les autres charges se sont élevées à 6,0 millions \$, soit une diminution de 1,8 million \$, ou 23,2 %, comparativement à celles du deuxième trimestre de 2018. La diminution d'un exercice à l'autre découle de la hausse des honoraires professionnels engagés au deuxième trimestre de 2018 par suite des regroupements d'entreprises de GSM et de Pate.

Les autres charges se sont établies à 16,7 millions \$ au premier semestre de 2019, soit une hausse de 19,5 % par rapport à 14,0 millions \$ en 2018. L'augmentation repose sur deux facteurs : les frais connexes à l'intégration des deux nouveaux regroupements d'entreprises effectués au cours de l'année précédente et les honoraires professionnels versés aux fins d'analyse des possibilités d'expansion.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements s'est établie à 10,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2019, soit une augmentation de 4,2 millions \$, comparativement au montant de 6,5 millions \$ inscrit pour la période correspondante de l'exercice 2018. De cette augmentation, une tranche de 2,8 millions \$ est liée à l'amortissement des actifs au titre des droits d'utilisation additionnels selon l'IFRS 16.

La dotation aux amortissements s'est établie à 21,6 millions \$ au premier semestre de 2019, soit une augmentation de 9,0 millions \$, comparativement au montant de 12,6 millions \$ inscrit pour la période correspondante de 2018. De cette augmentation, une tranche de 2,9 millions \$ est liée à l'amortissement des immobilisations des regroupements d'entreprises et une tranche de 5,8 millions \$, à l'amortissement des actifs au titre des droits d'utilisation additionnels selon l'IFRS 16.

La hausse de la dotation aux amortissements découlant de l'adoption de l'IFRS 16 devrait être analysée conjointement avec la diminution des charges locatives et l'augmentation des charges financières. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T2 2019 pour plus de précisions.

Autres profits et pertes

Les autres profits et pertes ont fluctué de 2,2 millions \$, passant d'un profit de 0,9 million \$ au deuxième trimestre de 2018 à une perte de 1,3 million \$ au cours du trimestre considéré. Au cours du premier semestre, les autres profits et pertes ont fluctué de 3,7 millions \$, passant d'un profit de 1,2 million \$ au premier semestre de 2018 à une perte de 2,5 millions \$ au premier semestre de 2019. Ces variations découlent essentiellement des pertes de change latentes sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de la faiblesse du dollar canadien.

Charges financières

Les charges financières ont atteint 2,9 millions \$ au deuxième trimestre de 2019, soit une hausse de 0,1 million \$ par rapport à celles de 2,8 millions \$ inscrites au trimestre correspondant de 2018. De cette hausse, une somme de 0,9 million \$ est liée à la charge de désactualisation au titre des obligations supplémentaires selon l'IFRS 16, en partie contrebalancée par les quelque 0,6 million \$ liés à la désactualisation accélérée du passif dû aux actionnaires, compris dans les passifs financiers non courants des états financiers T2 2018.

Les charges financières ont atteint 5,6 millions \$ au premier semestre de 2019, soit une hausse de 2,0 millions \$ par rapport à celles inscrites à la période correspondante de 2018. De ce montant, une somme de 1,8 million \$ est liée à la charge de désactualisation au titre des obligations supplémentaires selon l'IFRS 16. La hausse est également attribuable à la base d'emprunt plus importante par suite du financement des regroupements d'entreprises de GSM et de Pate réalisé au cours du premier semestre de 2018, contrebalancée en partie par un montant de 0,6 million \$ en raison d'une désactualisation accélérée du passif dû aux actionnaires inclus dans les passifs financiers non courants des états financiers T2 2018.

La hausse des charges financières découlant de l'adoption de l'IFRS 16 devrait être analysée conjointement avec la diminution des charges locatives et l'augmentation de la dotation aux amortissements. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T2 2019 pour plus de précisions.

Résultat de la période et résultat par action

Au total, la Société a affiché un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 5,9 millions \$ au deuxième trimestre de 2019, soit une hausse de 4,0 millions \$ par rapport à celui 1,9 million \$ inscrit au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 0,45 \$, dont 0,43 \$ était attribuable aux actions de catégorie A et 0,48 \$ était attribuable aux actions de catégorie B.

Le résultat avant impôt affiché par le secteur des services maritimes s'est élevé à 8,5 millions \$ au deuxième trimestre de 2019, une hausse de 1,0 million \$ par rapport à celui de 7,5 millions \$ comptabilisé au trimestre correspondant de 2018. Sur le plan de l'exploitation, le rendement des activités de manutention de marchandises a été positif au deuxième trimestre de 2019. Cette hausse est attribuable à trois facteurs : les regroupements d'entreprises, une augmentation générale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, dont le niveau d'activité a été plus élevé au trimestre considéré par rapport à celui de la période correspondante de 2018, et la diminution des honoraires professionnels précitée. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par les charges supplémentaires entraînées par la transition à l'IFRS 16 et les pertes de change latentes sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de la faiblesse du dollar canadien.

Le résultat avant impôt attribuable au secteur des services environnementaux représente une perte de 0,3 million \$ au deuxième trimestre de 2019, soit une amélioration de 1,5 millions \$ par rapport à la perte de 1,8 million \$ inscrite au trimestre correspondant de 2018. Cette amélioration repose entre autres sur une gestion judicieuse des coûts variables, dont la charge au titre des avantages du personnel et la charge relative au matériel et fournitures. L'amélioration a été en partie contrebalancée par les charges supplémentaires entraînées par la transition à l'IFRS 16.

Pour le premier semestre de 2019, la Société a affiché une perte de 2,8 millions \$, dont un résultat de 0,1 million \$ était attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, entraînant une perte attribuable aux propriétaires de la Société de 3,0 millions \$. Cela s'est traduit par une perte de base et diluée par action totale de 0,23 \$, dont 0,22 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 0,25 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie B.

Pour le premier semestre de 2019, le résultat avant impôt attribuable au secteur de services maritimes s'est élevé à 7,5 millions \$, en baisse par rapport au résultat de 9,6 millions \$ inscrit au semestre correspondant de 2018. Sur le plan de l'exploitation, le rendement des activités de manutention de marchandises a été positif au premier semestre de 2019. Toutefois, cette baisse est attribuable aux honoraires professionnels versés aux fins d'analyse des possibilités d'expansion, à la base d'emprunt plus importante par suite du financement des regroupements d'entreprises et les pertes de change latentes sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de la faiblesse du dollar canadien.

Pour le premier semestre de 2019, le résultat avant impôt attribuable au secteur des services environnementaux représente une perte de 11,5 millions \$, une amélioration par rapport à la perte de 14,0 millions \$, inscrite à même période de 2018. Cette amélioration repose entre autres sur la hausse des produits et une gestion judicieuse de la charge au titre des avantages du personnel. L'amélioration a été en partie contrebalancée par les charges supplémentaires entraînées par la transition à l'IFRS 16.

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés non audités des résultats ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels.

Dividendes

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle en matière de dividendes, à ce jour, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses modestes au cours des années.

Le 7 août 2019, le conseil d'administration de la Société a décidé d'accroître les versements de dividendes de 3,0 %.

Le tableau suivant présente le barème de versements de dividendes pour 2019 quant aux dividendes déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada.

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date du paiement	Par action de catégorie A \$	Par action de catégorie B \$	Total \$
6 décembre 2018	4 janvier 2019	18 janvier 2019	0,09075	0,099825	1,2
15 mars 2019	4 avril 2019	18 avril 2019	0,09075	0,099825	1,2
9 mai 2019	21 juin 2019	5 juillet 2019	0,09075	0,099825	1,2
7 août 2019	27 septembre 2019	11 octobre 2019	0,09350	0,102850	1,2

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

La stratégie financière et les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont décrits à la note 4 des notes annexes aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2018 et ont été appliqués de façon constante au cours du deuxième trimestre de 2019. Veuillez également vous reporter à la note 4 des notes annexes aux états financiers T2 2019 pour une mise à jour de l'information concernant la gestion du risque financier.

Sources de financement

Au 29 juin 2019, le total de l'actif s'établissait à 720,9 millions \$, soit une hausse de 83,8 millions \$ par rapport au solde de clôture de 637,1 millions \$ au 31 décembre 2018. Comme il a été mentionné précédemment, la hausse est essentiellement liée à l'adoption de l'IFRS 16, en partie contrebalancée par la diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre 2018.

La trésorerie et équivalents de trésorerie se sont établis à 7,4 millions \$ à la clôture du deuxième trimestre de 2019, en baisse de 8,0 millions \$ par rapport à celle de 15,4 millions \$ au 31 décembre 2018. Les éléments suivants ont eu la plus grande incidence sur cette baisse :

(en milliers de dollars)

À la hausse :

Trésorerie liée aux activités d'exploitation	27,8
Émission de la dette à long terme, nette du remboursement	35,3
	63,1

À la baisse :

Acquisition d'immobilisations corporelles	(21,9)
Variation nette des emprunts bancaires à court terme	(13,6)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(11,1)
Impôt sur le résultat payé	(7,9)
Remboursement du montant à payer aux actionnaires	(5,4)
Intérêts payés	(5,3)
Remboursement des obligations locatives	(4,8)
	(70,0)

Fonds de roulement

Au terme du deuxième trimestre de 2019, le fonds de roulement s'est établi à 98,2 millions \$ pour un ratio de 1,94:1 en regard de 82,1 millions \$ pour un ratio de 1,65:1 au 31 décembre 2018. Cette augmentation est attribuable au caractère saisonnier de nos activités, ce qui a permis de rembourser les emprunts bancaires à court terme et d'acquitter les paiements au titre des dettes fournisseurs et autres crédetes.

Dettes à long terme

En tenant compte des tranches courante et à long terme de la dette à long terme, le solde de 163,3 millions \$ au 31 décembre 2018 a augmenté de 122,4 millions \$ pour atteindre 285,7 millions \$ au 29 juin 2019. La hausse s'explique essentiellement par les obligations locatives additionnelles de 90,4 millions \$ découlant de l'adoption de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T2 2019, et à l'émission de la dette à long terme de 35,3 millions \$, nette du remboursement, au cours de la période considérée.

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société

Au 29 juin 2019, les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 251,9 millions \$, soit une baisse de 10,3 millions \$ par rapport au solde de clôture de 262,2 millions \$ au 31 décembre 2018. L'ajout de la dette à long terme s'est traduit par une capitalisation de 537,6 millions \$ pour un ratio d'endettement de 53,1 % par comparaison avec celui de 47,8 % inscrit au 31 décembre 2018, lorsque sont prises en compte les obligations locatives découlant de l'adoption initiale de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T2 2019.

Au 7 août 2019, 7 386 122 actions de catégorie A et 5 411 001 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en une action de catégorie B en tout temps au gré du porteur. Veuillez vous reporter à la note 7 des notes annexes aux états financiers T2 2019 pour des précisions sur le capital social de la Société.

Coentreprise importante

Comme présenté à la note 16 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018, la Société détient plusieurs participations dans des coentreprises. La Société n'a qu'une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., dont les activités s'intègrent bien à ses activités principales.

Le tableau suivant présente les informations financières de Terminal Termont inc. à 100 %. La Société détient une participation de 50 % dans cette coentreprise.

(en milliers de dollars)

	Au 29 juin 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$		
État de la situation financière				
Total de l'actif ⁽¹⁾	88 708	48 218		
Total du passif ⁽¹⁾	37 556	543		
	Pour les trimestres clos les	Pour les semestres clos les		
	29 juin 2019 \$	30 juin 2018 \$		
		29 juin 2019 \$		
		30 juin 2018 \$		
État des résultats				
Produits	997	942	2 027	1 821
Quote-part du résultat d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	1 505	1 926	2 297	2 218
Résultat de la période	2 086	2 407	3 478	3 236

⁽¹⁾ La hausse du total de l'actif et du total du passif est liée à l'adoption de l'IFRS 16.

Autres postes des états consolidés de la situation financière

Situation financière aux (en millions de dollars)	29 juin 2019 \$	31 décembre 2018 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Créances clients et autres débiteurs	139,2	160,1	(20,9)	(13,1)	La diminution témoigne du niveau moins élevé de nos activités saisonnières et de l'effort soutenu de recouvrement dans le secteur des services environnementaux au deuxième trimestre de 2019 par comparaison avec ceux du quatrième trimestre de 2018.
Actifs sur contrats	26,4	14,3	12,1	(84,6)	Les actifs sur contrats représentent le montant brut non facturé qui sera perçu des clients au titre d'obligations de prestation remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. L'incidence du début de la saison sur les activités dans tous les secteurs a entraîné une hausse des travaux en cours à la fin du deuxième trimestre de 2019.
Actifs d'impôt exigible	9,2	3,0	6,2	n.s.	L'augmentation découle du recouvrement d'impôt sur le résultat lié à la perte de la période et aux acomptes provisionnels versés pour 2019.
Immobilisations corporelles	277,4	181,3	96,1	53,0	La hausse est surtout liée à l'adoption de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T2 2019. D'autres dépenses en immobilisations corporelles habituelles ont été contrebalancées par la dotation aux amortissements.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	77,3	98,7	(21,4)	(21,7)	La variation est essentiellement attribuable au caractère saisonnier des activités.
Tranche courante de la dette à long terme	18,6	3,3	15,3	n.s.	La variation découle des obligations locatives de 90,4 millions \$, nettes du remboursement de celles-ci selon l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T2 2019. Le reste de l'écart est attribuable à l'émission, nette du remboursement, de la dette à long terme de 35,3 millions \$.
Dettes à long terme	267,2	160,0	107,2	67,0	
Capital social	40,4	35,0	5,4	15,4	La variation résulte surtout de l'émission d'actions de catégorie B conformément aux modalités de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen en 2016.
Capital social devant être émis	9,8	14,7	(4,9)	(33,3)	

n.s. : non significatif

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés non audités de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels au cours du deuxième trimestre de 2019.

Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Normes et interprétations comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté les normes et les interprétations suivantes :

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

Les états financiers T2 2019 ont été préparés conformément à l'IFRS 16. La Société a adopté cette norme selon l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et sont donc présentées selon l'IAS 17 *Contrats de location*. La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification visant les contrats de location à court terme et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur, et d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location comportant des durées résiduelles similaires.

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification afin de ne pas être tenue de réapprécier si un contrat était ou renfermait un contrat de location au 1^{er} janvier 2019. Elle a plutôt examiné et réévalué les contrats de location en cours auparavant désignés comme des contrats de location selon l'IAS 17 et a conclu, sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, que l'adoption initiale de l'IFRS 16 a eu les répercussions suivantes sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats de location et l'information à fournir à leur égard :

- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 76,5 millions \$, ce qui correspond à l'actif au titre du droit d'utilisation en vertu de contrats de location;
- La dette à long terme (incluant la tranche courante) a augmenté de 76,5 millions \$, ce qui correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite des contrats de location;
- Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis selon l'IAS 16 *Immobilisations corporelles*. La charge s'est élevée respectivement à 2,8 millions \$ et à 5,8 millions \$ pour le trimestre et le semestre clos le 29 juin 2019 et a été comptabilisée dans la dotation aux amortissements des états consolidés intermédiaires résumés non audités des résultats;
- La charge de désactualisation au titre des obligations locatives s'est établie respectivement à 0,9 million \$ et à 1,8 million \$ pour le trimestre et le semestre clos le 29 juin 2019 et a été comptabilisée dans les charges financières des états consolidés intermédiaires résumés non audités des résultats.

Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T2 2019 pour plus de précisions.

IFRIC 23 INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX (IAS 12)

Les états financiers T2 2019 ont été préparés conformément à l'IAS 12. La Société a terminé l'évaluation de l'incidence de cette interprétation et a établi que l'adoption de celle-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers T2 2019.

Régie d'entreprise

Conformément aux exigences du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la présidente et chef de la direction et le chef des finances ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont révisé ce rapport de gestion et les états financiers T2 2019 et les notes s'y rapportant (les « documents intermédiaires »). À leur connaissance, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires. À leur connaissance, les états financiers T2 2019 et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

La présidente et chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception des CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents intermédiaires, et que l'information qui doit être présentée dans les documents intermédiaires a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS, les principes comptables généralement reconnus de la Société.

Il n'y a eu aucune modification apportée au CIIF de la Société au cours du deuxième trimestre de 2019 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

Perspectives

Nous sommes heureux des résultats globaux du deuxième trimestre de 2019.

Le secteur des services maritimes a fait bonne figure et, mis à part l'incidence défavorable des taux de change et les honoraires professionnels versés aux fins d'analyse des possibilités de regroupements d'entreprises, a mieux fait sur le plan opérationnel qu'à l'exercice précédent. Nous sommes également satisfaits de la performance enregistrée par nos regroupements d'entreprises récents.

Les résultats affichés par le secteur des services environnementaux se sont améliorés par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et à ceux obtenus depuis le début de l'exercice, sans tout à fait atteindre les objectifs attendus. Le début des activités tardif de Sanexen en raison des conditions climatiques, jumelé à des contrats Aqua-Pipe d'une valeur moindre que prévue, a nui aux résultats du trimestre. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par les activités additionnelles liées à l'enlèvement des conduites en plomb, mais dans une mesure insuffisante pour contrebalancer l'incidence de la résiliation des contrats. Les activités liées à FER-PAL constituent toujours un défi par rapport à nos attentes, mais prennent néanmoins de la vigueur. Tant les résultats que les produits ont progressé par rapport à ceux de l'exercice précédent. Nous continuerons de consacrer le temps et les efforts nécessaires pour rehausser le rendement de ces activités.

RAPPORT DE GESTION T2 2019

(non audité)

Compte tenu du caractère saisonnier de nos activités dans les deux secteurs, nous devrions produire, au deuxième semestre de 2019, des résultats nettement supérieurs à ceux du premier. Nous sommes également confiants que le deuxième semestre sera plus favorable que la période correspondante de l'exercice 2018, grâce à la performance robuste des regroupements d'entreprises du secteur des services maritimes qui ont eu lieu en 2018 et au meilleur rendement des activités liées à FER-PAL.

Nous demeurons, comme toujours, à l'affût des possibilités d'expansion propices à générer une croissance en faveur de nos actionnaires et de nos partenaires.

Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC (www.LOGISTEC.com), dans la section « Investisseurs ».

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de LOGISTEC.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses affaires. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs.

Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique « Risques d'affaires » du rapport annuel de la Société et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des concurrents. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

(signé) Jean-Claude Dugas
Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Chef de la direction financière

Le 7 août 2019

États consolidés intermédiaires résumés des résultats

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants par action et le nombre d'actions)

	Notes	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
		29 juin 2019 \$	30 juin 2018 \$	29 juin 2019 \$	30 juin 2018 \$
Produits	9	156 175	149 182	270 923	231 624
Charge au titre des avantages du personnel		(78 715)	(77 284)	(137 092)	(123 650)
Charge relative au matériel et fournitures		(39 254)	(39 292)	(73 618)	(63 630)
Charges locatives	6	(10 133)	(11 777)	(19 588)	(20 838)
Autres charges		(6 001)	(7 812)	(16 677)	(13 958)
Dotations aux amortissements	6	(10 728)	(6 485)	(21 562)	(12 568)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		930	962	1 492	1 032
Autres profits (pertes)		(1 258)	941	(2 528)	1 156
Résultat d'exploitation		11 016	8 435	1 350	(832)
Charges financières	6	(2 884)	(2 760)	(5 641)	(3 647)
Produits financiers		80	15	285	98
Résultat avant impôt		8 212	5 690	(4 006)	(4 381)
Impôt sur le résultat		(2 106)	(2 630)	1 181	(885)
Résultat de la période		6 106	3 060	(2 825)	(5 266)
Résultat attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		5 927	1 868	(2 963)	(7 609)
Participations ne donnant pas le contrôle		179	1 192	138	2 343
Résultat de la période		6 106	3 060	(2 825)	(5 266)
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾		0,44	0,14	(0,22)	(0,58)
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾		0,49	0,16	(0,25)	(0,64)
Résultat dilué par action de catégorie A		0,43	0,14	(0,22)	(0,58)
Résultat dilué par action de catégorie B		0,48	0,15	(0,25)	(0,64)
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base et dilué		7 389 155	7 405 455	7 390 939	7 405 689
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base		5 409 868	5 271 167	5 362 879	5 217 249
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, dilué		5 717 038	5 726 904	5 719 571	5 724 496

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	29 juin 2019 \$	30 juin 2018 \$	29 juin 2019 \$	30 juin 2018 \$
Résultat de la période	6 106	3 060	(2 825)	(5 266)
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	(2 627)	3 004	(4 950)	4 981
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	1 380	—	3 158	—
Profits (pertes) sur instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(39)	—	(185)	4
Impôt sur le résultat lié aux instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	11	—	50	(1)
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats	(1 275)	3 004	(1 927)	4 984
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats				
Profits (pertes) sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies	(1 047)	1 171	(1 080)	1 171
Rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période	(1 363)	153	(1 715)	(33)
Impôt sur le résultat sur les profits (pertes) sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur le rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période	649	(354)	752	(305)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats	(1 761)	970	(2 043)	833
Autres éléments du résultat global de la période, après impôt sur le résultat	(3 036)	3 974	(3 970)	5 817
Résultat global total de la période	3 070	7 034	(6 795)	551
Total du résultat global attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	2 902	5 832	(6 912)	(1 814)
Participations ne donnant pas le contrôle	168	1 202	117	2 365
Résultat global total de la période	3 070	7 034	(6 795)	551

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 29 juin 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		7 416	15 393
Créances clients et autres débiteurs		139 167	160 067
Actifs sur contrats		26 355	14 282
Actifs d'impôt exigible		9 185	2 964
Charges payées d'avance et autres charges		6 833	4 899
Stocks		13 758	10 711
		202 714	208 316
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		37 959	38 005
Immobilisations corporelles	6	277 380	181 284
Goodwill	5	140 928	142 672
Immobilisations incorporelles	5	42 129	47 006
Actifs non courants		2 215	2 173
Actifs financiers non courants		4 403	6 328
Actifs d'impôt différé		13 122	11 319
Total de l'actif		720 850	637 103
Passif			
Passif courant			
Emprunts bancaires à court terme		—	13 577
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		77 346	98 668
Passifs sur contrats		5 713	5 225
Passifs d'impôt exigible		911	3 480
Dividendes à payer		1 986	1 973
Tranche courante de la dette à long terme	6	18 556	3 294
		104 512	126 217
Dettes à long terme	6,8	267 150	160 003
Passifs d'impôt différé		21 241	21 465
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi		17 924	14 716
Passifs sur contrats		3 133	3 333
Passifs non courants		52 691	46 980
Total du passif		466 651	372 714
Capitaux propres			
Capital social	7	40 351	35 016
Capital social devant être émis	7	9 811	14 717
Résultats non distribués		191 574	200 404
Cumul des autres éléments du résultat global		10 155	12 061
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		251 891	262 198
Participation ne donnant pas le contrôle		2 308	2 191
Total des capitaux propres		254 199	264 389
Total du passif et des capitaux propres		720 850	637 103

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société							
		Cumul des autres éléments du résultat global					Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$			
Solde au 1^{er} janvier 2019		35 016	14 717	135	11 926	200 404	262 198	2 191	264 389
Résultat de la période		—	—	—	—	(2 963)	(2 963)	138	(2 825)
Autres éléments du résultat global									
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	—	(4 929)	—	(4 929)	(21)	(4 950)
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		—	—	—	3 158	—	3 158	—	3 158
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période, après impôt sur le résultat		—	—	—	—	(2 043)	(2 043)	—	(2 043)
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	(135)	—	—	(135)	—	(135)
Résultat global total de la période		—	—	(135)	(1 771)	(5 006)	(6 912)	117	(6 795)
Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise		—	—	—	—	(390)	(390)	—	(390)
Rachat des actions de catégorie A	7	(4)	—	—	—	(274)	(278)	—	(278)
Émission et rachat des actions de catégorie B	7	433	—	—	—	(739)	(306)	—	(306)
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale	7	4 906	(4 906)	—	—	—	—	—	—
Dividendes sur actions de catégorie A	7	—	—	—	—	(1 341)	(1 341)	—	(1 341)
Dividendes sur actions de catégorie B	7	—	—	—	—	(1 080)	(1 080)	—	(1 080)
Solde au 29 juin 2019		40 351	9 811	—	10 155	191 574	251 891	2 308	254 199

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (suite)

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société							
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Cumul des autres éléments du résultat global			Total \$	Participations ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
				Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$			
Solde au 1^{er} janvier 2018		29 019	19 820	138	6 468	173 129	228 574	2 221	230 795
Résultat de la période		—	—	—	—	(7 609)	(7 609)	2 343	(5 266)
Autres éléments du résultat global									
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	—	4 959	—	4 959	22	4 981
Profit sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période, après impôt sur le résultat		—	—	—	—	833	833	—	833
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	3	—	—	3	—	3
Résultat global total de la période		—	—	3	4 959	(6 776)	(1 814)	2 365	551
Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise		—	—	—	—	(900)	(900)	—	(900)
Rachat des actions de catégorie A	7	—	—	—	—	(32)	(32)	—	(32)
Émission et rachat des actions de catégorie B	7	1 027	—	—	—	(196)	831	—	831
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale	7	5 103	(5 103)	—	—	—	—	—	—
Dividendes sur actions de catégorie A	7	—	—	—	—	(1 220)	(1 220)	—	(1 220)
Dividendes sur actions de catégorie B	7	—	—	—	—	(957)	(957)	—	(957)
Solde au 30 juin 2018		35 149	14 717	141	11 427	163 048	224 482	4 586	229 068

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Pour les semestres clos les 29 juin 2019 \$	30 juin 2018 \$
Activités d'exploitation			
Résultat de la période		(2 825)	(5 266)
Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		30 577	20 334
Trésorerie liée aux activités d'exploitation		27 752	15 068
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		1 520	3 346
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies		(502)	(595)
Règlement des provisions		(65)	(165)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		(11 137)	5 808
Impôt sur le résultat payé		(7 868)	(7 998)
		9 700	15 464
Activités de financement			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme	8	(13 577)	3 989
Émission de la dette à long terme	8	62 298	117 226
Remboursement de la dette à long terme		(26 992)	(16 425)
Émission d'actions de catégorie B		258	562
Remboursement des obligations locatives	6	(4 830)	—
Intérêts payés	6	(5 349)	(1 844)
Rachat des actions de catégorie A	7	(278)	(32)
Rachat des actions de catégorie B	7	(862)	(220)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A		(1 341)	(1 222)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B		(1 067)	(942)
		8 260	101 092
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(21 886)	(10 144)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(39)	(93)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles		297	290
Regroupements d'entreprises		—	(97 998)
Trésorerie acquise lors d'un regroupement d'entreprises		—	2 585
Remboursement du montant à payer aux actionnaires		(5 386)	—
Émission d'un billet à recevoir		—	(5 067)
Intérêts perçus		163	108
Trésorerie versée à une participation ne donnant pas le contrôle		—	(157)
Remboursement d'autres actifs financiers non courants		104	101
Remboursement d'autres passifs non courants		(190)	—
Acquisition d'autres actifs non courants		(271)	(285)
Sortie d'autres actifs non courants		90	150
		(27 118)	(110 510)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(9 158)	6 046
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		15 393	3 963
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		1 181	(1 032)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		7 416	8 977
Renseignements supplémentaires			
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs		2 627	253
Émission d'actions de catégorie B en vertu du Régime d'achat d'actions pour les employés pour des prêts ne portant pas intérêt	7	298	489

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

1. Informations générales

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 37 ports en Amérique du Nord et offre des services d'agences maritimes aux armateurs et aux exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), mène des activités dans le secteur des services environnementaux axées sur la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 360, rue Saint-Jacques, bureau 1500, Montréal (QC) H2Y 1P5, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les états financiers T2 2019 ci-joints de la Société sont la responsabilité de la direction et ont été préparés par celle-ci. Les états financiers T2 2019 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 7 août 2019.

2. Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*, et au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018, à l'exception de ce qui est décrit ci-après.

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des états financiers T2 2019 tient compte d'hypothèses importantes formulées par la direction, lesquelles ont été énoncées à la note 3 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018.

Les états financiers T2 2019 ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2018 de la Société.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Normes et interprétations comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté les normes suivantes :

IFRS 16 *CONTRATS DE LOCATION*

L'IFRS 16 précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur égard. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que le bien sous-jacent est de faible valeur. Cette norme remplace l'IAS 17 *Contrats de location* (« IAS 17 »), l'IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, la SIC-15 *Avantages dans les contrats de location simple* et la SIC-27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à l'IFRS 16. La Société a adopté cette norme selon l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et sont donc présentées selon l'IAS 17. La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification visant les contrats de location à court terme et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur, et d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location comportant des durées résiduelles similaires.

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification afin de ne pas être tenue de réapprécier si un contrat était ou renfermait un contrat de location au 1^{er} janvier 2019. Elle a plutôt examiné et réévalué les contrats de location en cours auparavant désignés comme des contrats de location selon l'IAS 17 et a conclu, sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, que l'adoption initiale de l'IFRS 16 a eu les répercussions suivantes sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats de location et l'information à fournir à leur égard :

- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 76 517 \$, ce qui correspond à l'actif au titre du droit d'utilisation en vertu de contrats de location;
- La dette à long terme (incluant la tranche courante) a augmenté de 76 517 \$, ce qui correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite des contrats de location;
- Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis selon l'IAS 16 *Immobilisations corporelles*. La charge pour le trimestre et le semestre clos le 29 juin 2019 s'est élevée respectivement à 2 763 \$ et à 5 788 \$ et a été comptabilisée dans la dotation aux amortissements des états consolidés intermédiaires résumés des résultats;
- La charge de désactualisation au titre des obligations locatives s'est établie respectivement à 876 \$ et à 1 798 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 29 juin 2019 et a été comptabilisée dans les charges financières des états consolidés intermédiaires résumés des résultats;
- Les informations supplémentaires à fournir conformément à l'IFRS 16 sont présentées à la note 6.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

	1 ^{er} janvier 2019 \$
Engagement en vertu des contrats de location simple au 31 décembre 2018, comme présenté dans les états financiers consolidés de la Société	85 229
Actualisation à l'aide du taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 4,70 %	(7 775)
Passifs au titre des contrats de location-financement comptabilisés au 31 décembre 2018	77 454
Exemption relative à la comptabilisation au titre des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien est de faible valeur	(1 587)
Options de prolongation et options de réalisation que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer	24 322
Paievements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux	(23 672)
Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019	76 517

La Société a modifié ses principales méthodes comptables qui sont communiquées ci-après.

IFRIC 23 INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX (IAS 12)

L'IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IAS 12), apporte des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions de l'IAS 12 *Impôts sur le résultat*, en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

Les états financiers T2 2019 ont été préparés conformément à l'IAS 12. La Société a terminé l'évaluation de l'incidence de cette interprétation et a établi que l'adoption de celle-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers T2 2019.

Changements aux principales méthodes comptables

La Société a adopté les dispositions de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019.

CONTRATS DE LOCATION – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE AVANT LE 1^{ER} JANVIER 2019

Les contrats de location étaient classés soit comme des contrats de location simple, soit comme des contrats de location-financement en fonction de la substance de la transaction à la date de passation du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les contrats en vertu desquels le bailleur conservait une part importante des risques et des avantages liés à la propriété étaient classés comme des contrats de location simple. Les charges au titre de la location dans le cadre d'un contrat de location simple étaient comptabilisées dans les états consolidés des résultats sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats de location en vertu desquels la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété était transférée à la Société étaient classés comme des contrats de location-financement.

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement étaient initialement comptabilisés à titre d'actifs de la Société, à leur juste valeur déterminée à la date de passation du contrat de location ou, si celle-ci était inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant envers le bailleur était inscrit dans les états consolidés de la situation financière comme une obligation liée à un contrat de location-financement et était classé dans la dette à long terme.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Les paiements au titre de la location étaient ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière était comptabilisée directement aux états consolidés des résultats à moins qu'elle n'ait été directement attribuable à un actif qualifié, auquel cas, elle était incorporée dans le coût de l'actif.

CONTRATS DE LOCATION – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE APRÈS LE 1^{ER} JANVIER 2019

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

CONTRATS DE LOCATION À COURT TERME OU CONTRATS DE LOCATION DONT LE BIEN SOUS-JACENT EST DE FAIBLE VALEUR

La Société a décidé ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative à l'égard des contrats de location à court terme, dont la durée est de 12 mois ou moins, et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise en charges les paiements de loyers liés à ces contrats de location au poste Charges locatives des états consolidés des résultats, sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

TOUS LES AUTRES CONTRATS DE LOCATION

À la date de passation du contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué selon le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent, le cas échéant, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts à engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ainsi que pour la restauration du site sur lequel il est situé, déduction faite des avantages incitatifs reçus. Les actifs sont amortis sur une base linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de leur durée d'utilité estimée ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location comprend les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers, laquelle est calculée à l'aide de taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, la Société utilise son taux d'emprunt marginal. De manière générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal à titre de taux d'actualisation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements de loyers sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière est comptabilisée directement dans les états consolidés des résultats.

L'obligation locative est réévaluée s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, si un changement survient dans l'estimation de la Société du montant qu'elle s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou si la Société modifie son évaluation de la probabilité qu'elle exerce une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. En pareil cas, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation.

3. Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts implique l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre, ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

4. Gestion du risque financier

Gestion du capital

La Société mesure le ratio d'endettement sur une base trimestrielle. Au 29 juin 2019, le ratio correspondait à 53,1 %, selon une dette de 285 706 \$ divisée par une capitalisation de 537 597 \$ (47,8 % au 31 décembre 2018, selon une dette de 239 814 \$ divisée par une capitalisation de 502 012 \$ lorsque sont prises en compte les obligations locatives découlant de l'adoption initiale de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6).

Veuillez noter qu'un montant de 52 691 \$ est présenté à titre de passifs non courants dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. De ce montant, 41 089 \$ représentent des passifs à long terme associés à des acquisitions antérieures découlant d'anciens actionnaires et d'actionnaires n'exerçant pas le contrôle sur ces entreprises acquises. Si nous incluons ces passifs financiers non courants de 41 089 \$ dans notre ratio d'endettement, le ratio passe à 56,5 %, basé sur une dette de 326 795 \$ divisée par une capitalisation de 578 686 \$.

Au 29 juin 2019, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels, municipaux et bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique. Au total, la Société sert environ 2 200 clients. Pour le semestre clos le 29 juin 2019, les 20 clients les plus importants représentaient 38,5 % (42,6 % en 2018) des produits consolidés.

Juste valeur des instruments financiers

Au 29 juin 2019 et au 31 décembre 2018, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des emprunts bancaires à court terme, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, n'était pas considérablement différente de la valeur comptable au 29 juin 2019 et au 31 décembre 2018, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des obligations locatives n'était pas considérablement différente de la valeur comptable au 29 juin 2019 et au 31 décembre 2018, puisque leurs conditions de financement étaient similaires à celles dont disposait alors la Société.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsque de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Outre le risque de crédit de l'instrument financier, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de contrepartie ont été pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs selon trois niveaux qui reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers classés selon ces trois niveaux est évaluée de la manière suivante :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué; et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien;
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Pour la période close le 29 juin 2019, aucun instrument financier n'a été transféré entre les niveaux 1, 2 et 3.

Analyse de sensibilité

Au 29 juin 2019, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli à l'égard des entreprises acquises comprenant une option de vente émise se serait traduite par une diminution des résultats non distribués de 3 500 \$ pour la période close le 29 juin 2019 et par une augmentation du total du passif du même montant. Une diminution de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli aurait eu l'incidence contraire prévue.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

5. Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises en 2018

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate pour un prix d'achat de 9 599 \$ US (12 364 \$ CA), sous réserve de certains ajustements.

Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride. Cette acquisition continue d'élargir le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique.

Au 30 mars 2019, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, nous avons inscrit une hausse des immobilisations incorporelles de 5 620 \$, une hausse des immobilisations corporelles de 1 945 \$ et une baisse de l'actif courant de 177 \$, ainsi que l'ajustement correspondant de 7 388 \$ au titre du goodwill. Les données comparatives présentées dans les états consolidés résumés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	124
Actifs courants	1 093
Immobilisations corporelles	6 039
Goodwill (déductible à des fins fiscales)	3 400
Immobilisations incorporelles	5 667
Passifs courants	(201)
Dette à long terme	(3 758)
	12 364
Contrepartie de l'achat	
Trésorerie	12 364
	12 364

La répartition du prix d'achat de Pate est définitive.

6. Contrats de location

Au 29 juin 2019, les immobilisations corporelles de la Société incluaient des biens loués ou détenus en propre qui se présentaient comme suit :

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Biens détenus en propre	58 668	113 979	703	7 786	6 712	187 848
Actifs au titre du droit d'utilisation	83 292	5 985	255	—	—	89 532
	141 960	119 964	958	7 786	6 712	277 380

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Actifs au titre du droit d'utilisation

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Total \$
Au 1 ^{er} janvier 2019	69 102	7 201	214	76 517
Ajouts	20 787	111	79	20 977
Dotation aux amortissements	(4 656)	(1 096)	(36)	(5 788)
Incidence des écarts de change	(1 941)	(231)	(2)	(2 174)
Au 29 juin 2019	83 292	5 985	255	89 532

Obligations locatives

	Au 29 juin 2019 \$
Flux de trésorerie contractuels non actualisés	
Moins de 1 an	13 617
Entre 1 an et 5 ans	41 738
Plus de 5 ans	65 313
Total des obligations locatives non actualisées	120 668
Obligations locatives au 29 juin 2019	90 404
Passif courant	13 258
Passif non courant	77 146

Montant comptabilisé dans les états consolidés intermédiaires résumés des résultats

	Pour le trimestre clos le 29 juin 2019 \$	Pour le semestre clos le 29 juin 2019 \$
Charge d'intérêt rattachée aux obligations locatives	876	1 798
Charge liée aux paiements de loyers variables et aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, dont il n'est pas tenu compte dans l'évaluation des obligations locatives	6 798	14 964

7. Capital social

Depuis le début de l'exercice, en vertu du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société, 6 500 (700 en 2018) actions de catégorie A et 20 300 (4 700 en 2018) actions de catégorie B ont été rachetées et annulées pour une contrepartie en trésorerie de respectivement 278 \$ (32 \$ en 2018) et 862 \$ (220 \$ en 2018). De ce montant, l'excédent sur le capital versé des actions rachetées totalisant, respectivement, 274 \$ (32 \$ en 2018) et 739 \$ (196 \$ en 2018), a été imputé aux résultats non distribués.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Au 29 juin 2019 à la suite de l'émission de 14 800 actions de catégorie B (23 250 en 2018) en vertu du Régime d'achat d'actions pour les employés (« RAAE »), un solde de 193 700 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Ces 14 800 actions de catégorie B (23 250 en 2018) ont été émises pour une contrepartie en trésorerie de 258 \$ (562 \$ en 2018) et pour des prêts ne portant pas intérêt d'un montant de 298 \$ (489 \$ en 2018), remboursables sur deux ans. La valeur comptable des prêts ne portant pas intérêt était de 531 \$ au 29 juin 2019 (482 \$ au 31 décembre 2018).

Au cours du deuxième trimestre clos le 29 juin 2019, aucune action de catégorie A n'a été convertie en actions de catégorie B (200 en 2018).

À la suite de la conclusion de l'entente de 2016 avec Sanexen, au 29 juin 2019, LOGISTEC a émis 148 567 actions de catégorie B à 33,02 \$ par action, réduisant le capital social devant être émis de 14 717 \$ au 31 décembre 2018 à 9 811 \$ au 29 juin 2019.

Les actions émises et en circulation sont réparties comme suit :

	Au 29 juin 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
7 386 222 actions de catégorie A (7 392 722 au 31 décembre 2018)	4 881	4 885
5 416 401 actions de catégorie B (5 273 334 au 31 décembre 2018)	35 470	30 131
	40 351	35 016

Dividendes

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	Pour les semestres clos les 29 juin 2019 \$	30 juin 2018 \$
Actions de catégorie A	0,18	0,17
Actions de catégorie B	0,20	0,18

8. Dette à long terme

Au 29 juin 2019, un montant de 133 561 \$ a été prélevé sur les facilités de crédit existantes, dont un montant de 3 739 \$ aux fins d'émission de lettres de crédit. Le montant inutilisé au titre de la facilité de crédit était de 41 439 \$.

En juin 2019, FER-PAL a prolongé son entente de crédit grâce au refinancement de la marge de découvert et à l'ajout d'un emprunt à vue. La marge de découvert a été réduite, passant de 15 000 \$ à 10 000 \$, tandis que le nouvel emprunt à vue de 10 000 \$ est payable sur une période de 48 mois en versements de capital égaux, plus les intérêts mensuels, calculés au taux préférentiel majoré de 0,75 %. L'entente de crédit demeure assujettie à certaines clauses financières et non financières. Au 29 juin 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la marge de découvert.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

9. Produits

Les produits se détaillent comme suit :

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
	\$	\$	\$	\$
Produits tirés des services de manutention de marchandises	94 486	85 687	183 623	148 949
Produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines	37 341	35 837	42 196	36 942
Produits tirés des services de restauration des sites et des services de décontamination	14 208	16 024	23 200	26 183
Produits tirés de la vente de biens	10 140	11 634	21 904	19 550
	156 175	149 182	270 923	231 624

10. Information sectorielle

La Société et ses filiales sont structurées et exercent principalement leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables utilisées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt comptabilisé pour chaque secteur.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2019

Au 29 juin 2019 et au 30 juin 2018, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Le tableau suivant présente les informations financières par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques :

Secteurs d'exploitation

Le tableau suivant présente les informations financières par secteur d'exploitation :

	Services maritimes \$	Services environne- mentaux \$	Total \$
Pour le trimestre clos le 29 juin 2019			
Produits	94 507	61 668	156 175
Résultat avant impôt	8 499	(287)	8 212
Pour le semestre clos le 29 juin 2019			
Produits	185 633	85 290	270 923
Résultat avant impôt	7 542	(11 548)	(4 006)
Au 29 juin 2019			
Total de l'actif	455 614	265 236	720 850
Total du passif	322 515	144 136	466 651
Pour le trimestre clos le 30 juin 2018			
Produits	85 687	63 495	149 182
Résultat avant impôt	7 512	(1 822)	5 690
Pour le semestre clos le 30 juin 2018			
Produits	148 949	82 675	231 624
Résultat avant impôt	9 644	(14 025)	(4 381)
Au 31 décembre 2018			
Total de l'actif	377 876	259 227	637 103
Total du passif	242 708	130 006	372 714

Secteurs géographiques

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
Produits			
Pour le trimestre clos le 29 juin 2019	70 825	85 350	156 175
Pour le trimestre clos le 30 juin 2018	81 690	67 492	149 182
Pour le semestre clos le 29 juin 2019	121 147	149 776	270 923
Pour le semestre clos le 30 juin 2018	121 200	110 424	231 624
Actifs non courants ⁽¹⁾			
Au 29 juin 2019	256 701	243 910	500 611
Au 31 décembre 2018	231 466	179 674	411 140

⁽¹⁾ Les actifs non courants excluent les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5
www.LOGISTEC.com

